

Chapitre 1	
Modalités d'hospitalisation en psychiatrie	1
I. Hospitalisation libre (art. L. 3211-2).....	1
II. Hospitalisation à la demande d'un tiers (art. L. 3212-1).....	2
A. Modalités générales.....	2
Exemple de certificat médical pour une hospitalisation à la demande d'un tiers	3
B. Demande d'un tiers.....	4
Exemple de demande d'un tiers	5
C. Péril imminent (art. L. 3212-3).....	5
III. Hospitalisation d'office (art. L. 3213-1).....	6
A. Modalités générales.....	6
B. Procédure d'urgence (art. L. 3213-2).....	6
Exemple de certificat de demande d'hospitalisation d'office	7
C. Modalités particulières d'hospitalisation d'office.....	7
1. Les détenus (art. D. 398 du Code de procédure pénale).....	7
2. Les personnes jugées pénalement irresponsables (art. 122-1, 1 ^{er} alinéa du Code pénal, L. 3213-7 du Code de la santé publique et D. 398 du Code de procédure pénale).....	8
IV. Transformations.....	8
A. Transformation d'une hospitalisation libre en hospitalisation sous contrainte (HDT ou HO).....	8
B. Transformation d'une hospitalisation sous contrainte en hospitalisation libre.....	9
C. Transformation d'une HDT en HO, sursis provisoire (art. L. 3212-9).....	9
D. Transformation d'une HO en HDT.....	9
V. Modalités de sortie.....	9
A. Sortie d'une hospitalisation libre.....	9
B. Levée d'hospitalisation à la demande d'un tiers.....	10
C. Levée d'hospitalisation d'office.....	11

VI. Sorties non autorisées d'un patient en HDT ou en HO.....	11
VII. Commission départementale des hospitalisations psychiatriques.....	12
Chapitre 2	
Signalement	13
I. Loi.....	13
II. Obligations légales générales.....	13
III. Obligations déontologiques et professionnelles.....	14
IV. Levée du secret professionnel pour les victimes mineures et les personnes vulnérables.....	14
V. Quand réaliser un signalement ?.....	15
VI. Comment réaliser un signalement ?.....	15
A. Mineur de moins de 15 ans.....	15
1. Signalement administratif.....	16
2. Signalement judiciaire.....	17
3. Loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance.....	20
4. Conditions de placement d'un mineur en Ordonnance de placement provisoire (OPP) dans un établissement hospitalier.....	21
B. Personne majeure qui n'est pas en mesure de se protéger.....	22
VII. Circonstances du signalement.....	24
Chapitre 3	
Examens psychiatriques sur réquisition	27
I. Certificat de retentissement psychologique.....	27
Exemple de certificat de retentissement psychologique	29
II. Certificat d'examen de comportement.....	29
Exemple de certificat d'examen de comportement	30
Chapitre 4	
Mesures de protection juridique des majeurs	31
I. Sauvegarde de justice.....	31
Exemple de certificat	32
A. Nomination d'un mandataire.....	32
1. Tiers mandataire.....	32
2. Pouvoirs du mandataire.....	32
3. Biens personnels.....	33
4. Révocation.....	33

B. Durée.....	22
C. Publicité.....	34
D. Recours et contrôle.....	34
E. Fonctionnement et conséquences.....	34
F. Intervention des tiers.....	35
G. Modifications de la mesure de sauvegarde de justice après application de la loi 2007-308 du 5 mars 2007 (entrée en vigueur le 1 ^{er} janvier 2009).....	36
II. Procédure commune à la tutelle et à la curatelle (art. 1211 à 1261 du Nouveau Code de procédure civile et art. 493 à 495 du Code civil).....	36
A. Saisine du juge.....	36
B. Déroulement de la procédure (art. 1243 à 1261 Nouveau Code de procédure civile).....	37
1. Requête et certificat médical.....	37
2. Instruction.....	37
3. Transmission du dossier (art. 1250 du Nouveau Code de procédure civile).....	37
4. Audience (art. 1251 du Nouveau Code de procédure civile).....	38
5. Expertise.....	38
6. Jugement.....	38
7. Notification (art. 1253 du Nouveau Code de procédure civile).....	38
8. Publicité du jugement.....	38
9. Recours.....	39
10. Cessation de la tutelle ou de la curatelle et modifications.....	39
11. Financement et contrôle de la tutelle et de la curatelle.....	39
III. Curatelle (art. 1211 à 1261 du Nouveau Code de procédure civile et art. 493 à 495 du Code civil).....	40
A. Causes d'ouverture.....	41
B. Types de curatelles.....	41
1. Curatelle simple.....	41
2. Curatelle aménagée.....	42
3. Curatelle renforcée.....	42
4. Curatelle spéciale : un cas à part.....	42
C. Conséquences d'une curatelle.....	43
D. Modifications de la mesure de curatelle après application de la loi 2007-308 du 5 mars 2007 (entrée en vigueur le 1 ^{er} janvier 2009).....	43

IV. Tutelle (art. 1211 à 1261 du Nouveau Code de procédure civile et art. 493 à 495 du Code civil).....	43
A. Composition de la tutelle.....	44
B. Conséquences d'une tutelle.....	45
C. Premiers gestes du tuteur.....	45
1. Inventaire.....	45
2. Banques.....	45
3. Biens.....	45
4. Meubles de valeur.....	46
5. Véhicule.....	46
6. Objets précieux.....	46
D. Modifications de la mesure de curatelle après application de la loi 2007-308 du 5 mars 2007 (entrée en vigueur le 1 ^{er} janvier 2009).....	46
V. Résumé et exemples de certificat et de requête.....	48
Exemple de certificat médical	49
VI. Loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs.....	50
A. Prendre en compte les souhaits et les choix des personnes.....	51
1. Mandat de protection future.....	51
2. Limiter les tutelles aux seuls cas où la personne est reconnue médicalement incapable d'exercer ses droits.....	51
3. Mieux associer la personne protégée et son entourage à l'exercice de la mesure de protection.....	51
B. Lutter contre les dérives.....	51
1. Fixer des conditions d'âge, de moralité, de formation et d'expérience professionnelle pour exercer des mesures de protection judiciaire.....	51
2. Renforcer le contrôle des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et durcir les sanctions pénales.....	52
3. Mettre fin aux « comptes pivots ».....	52

Chapitre 5

Responsabilité juridique du psychiatre en cas de suicide.....

I. Responsabilité du médecin.....	53
A. Responsabilité pénale.....	53
B. Responsabilité civile.....	54
II. Responsabilité de l'hôpital.....	54
III. Secret professionnel et suicide.....	55

Chapitre 6

Expertises psychiatriques

57

I. Les différents types d'expertises.....	57
II. Conditions d'inscription pour les experts judiciaires (décret n° 2004-1463 du 23 décembre 2004 relatif aux experts judiciaires).....	58
III. Modalités d'inscription et de réinscription.....	58
IV. Obligations de l'expert.....	59
V. Expertise psychiatrique pénale.....	59
A. Modalités.....	59
1. Expertise pré-sentencielle.....	59
2. Expertise post-sentencielle.....	59
B. Questions habituellement posées à l'expert psychiatre dans le cadre des expertises pré-sentencielles.....	60
C. Rapport d'expertise (recommandations de la commission d'audition de l'HAS du 25 et 26 janvier 2007).....	60
VI. Expertise psychiatrique civile.....	61
A. Modalités.....	61
B. Objectif.....	62
C. Rapport d'expertise.....	62

Chapitre 7

Questions diverses

63

I. Contention physique.....	63
II. Sectorisation en psychiatrie (art. L. 3221-1 à 3221-6 et 3222-1 à 3222-6 du Code de la santé publique).....	64
III. Unité pour malades difficiles (UMD) (art. R. 3221-6 du Code de la santé publique).....	65
IV. Notification d'un patient dangereux pour lui-même ou pour autrui.....	67
V. Modalités de communication du dossier médical dans le cas des hospitalisations sous contrainte en psychiatrie (art. L. 1111-7 de la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé).....	67
VI. Références médicales opposables (RMO) en psychiatrie.....	68
A. Prescription des hypnotiques et anxiolytiques (RMO n° 4).....	68
B. Prescription de neuroleptiques (RMO n° 31).....	68

C. Prescription de thymorégulateurs (RMO n° 32).....	69
D. Médicaments antidépresseurs (RMO n° 47).....	69
Chapitre 8	
Articles de loi	71
I. Code de la santé publique.....	71
A. Droits des personnes hospitalisées.....	71
B. Hospitalisation sur demande d'un tiers.....	75
C. Hospitalisation d'office.....	80
D. Dispositions pénales.....	83
E. Sectorisation psychiatrique.....	84
F. Établissement de santé.....	86
G. Commission départementale des hospitalisations psychiatriques.....	87
H. Accès au dossier médical.....	91
1. Article L. 1111-7 modifié par la loi n° 2007-131 du 31 janvier 2007 – article 6, JORF 1 ^{er} février 2007.....	91
II. Code pénal.....	92
III. Code civil.....	97
IV. Nouveau Code de procédure civile.....	101
V. Code électoral.....	112
VI. Articles de loi en rapport avec l'expertise psychiatrique pénale.....	112
A. Textes de loi expertise pénale.....	112
B. Décret n° 2004-1463 du 23 décembre 2004 relatif aux experts judiciaires.....	112
1. TITRE I ^{er} : INSCRIPTION SUR LES LISTES D'EXPERTS.....	113
2. TITRE II : OBLIGATIONS DES EXPERTS.....	120
3. TITRE III : DISCIPLINE.....	121
4. TITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES.....	123
C. Code de l'action sociale et des familles.....	125
1. Annexe 2-4 modifiée par le décret n° 2007-1574 du 6 novembre 2007 – article 1 ^{er} (V).....	125
Sigles.....	147
Encadrés et formulaires.....	149
Index.....	151